



**PRÉFET  
DES DEUX-SÈVRES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale  
de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres

Niort, le 1er juillet 2025

ZI de Saint-Liguaire  
4 rue Alfred Nobel  
79000 Niort

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 07/04/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**Bouhier**

835 chemin du Bouchet  
79230 Aiffres

Références : 0100289958/AA/2025/197  
Code AIOT : 0100289958

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/04/2025 dans l'établissement Bouhier implanté 835 chemin du Bouchet 79230 Aiffres. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de l'opération territoire propre en co-saisine avec la gendarmerie de Frontenay-Rohan-Rohan.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Bouhier
- 835 chemin du Bouchet 79230 Aiffres
- Code AIOT : 0100289958
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

Le garage Bouhier exerce des activités de réparation, de dépollution et de stockage de véhicules au titre de la rubrique 2712-1, ainsi que le stockage de pneumatiques usagés au titre de la rubrique 2714. Ces activités ne sont pas autorisées et ne respectent pas les prescriptions des arrêtés ministériels relatifs aux rubriques précédemment citées.

#### Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- VHU

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Rubrique 2712-1	Code de l'environnement du 14/01/2022, article R.155-9	Demande d'action corrective, Mise en demeure, dépôt de dossier	3 mois
2	Agrément VHU	Code de l'environnement du 14/01/2022, article R. 543-155-7	Demande d'action corrective, Mise en demeure, dépôt de dossier	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant entrepose, sur la parcelle BE 0013, plus de 100 m<sup>2</sup> de véhicules hors d'usage (VHU). Le stockage des véhicules est effectué sur un sol perméable, et certains fluides restent présents même après la dépollution. Il a également été observé un stockage de pneumatiques usagés à proximité du bâtiment principal, ce stockage étant estimé à moins de 1 000 m<sup>3</sup> mais à plus de 100 m<sup>3</sup>. Certains déchets (VHU, pneus et pièces détachées) présents sur le site se fondent dans la végétation. Il est demandé à l'exploitant de régulariser son activité ou de procéder à l'évacuation de tous les déchets présents sur le site.

## 2-4) Fiches de constats

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 16/10/2007, article R.511-9

**Thème(s) :** Situation administrative, Situation administrative

**Prescription contrôlée :**

Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719.

1. Dans le cas de véhicules terrestres hors d'usage, la surface de l'installation étant supérieure ou égale à 100 m<sup>2</sup>

**Constats :**

Le site, qui se compose uniquement de la parcelle BE 0013, comprend un garage couvert et imperméable ainsi qu'une zone de stockage de véhicules perméable. Au sud du site, une caravane semble être utilisée par l'exploitant comme habitation. Cette zone ne semble pas contenir de véhicules hors d'usage (VHU) et n'a pas été inspectée lors de la visite.



Lors de l'inspection, au moins 20 véhicules ont été recensés, dont 1 stationné à l'intérieur du bâtiment et en cours de dépollution/réparation. Parmi les 20 véhicules entreposés à l'extérieur, 13 ont été identifiés comme des véhicules hors d'usage (VHU) en raison de leur état, de l'absence de moteur ou encore du démontage important de leurs pièces. Lors de l'inspection, il n'a pas été possible de déterminer précisément le nombre de véhicules hors d'usage, notamment dans la partie au sud-ouest du bâtiment, en raison de leur entassement et de la végétation qui les recouvre.







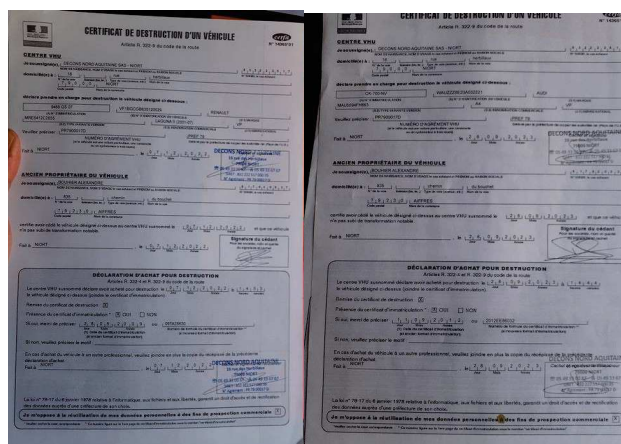
L'exploitant a déclaré que son activité principale consiste en des opérations de garage et de réparation de véhicules. Il a également précisé qu'il procède à la dépollution des VHU, uniquement dans le garage, avant leur entreposage sur la zone perméable (le reste du site). Plus précisément, l'exploitant indique vider les véhicules à leur entrée sur site de toutes les huiles sauf de la climatisation ainsi qu'au retrait des batteries. Ainsi, et à raison d'un encombrement d'environ 8,2 m<sup>2</sup> par véhicule, le site entrepose au minimum 13 x 8,2 soit 106,6 m<sup>2</sup> de véhicule hors d'usage. Cette activité est soumise à enregistrement au titre de la rubrique n°2712-1 de la nomenclature des installations classées et est régie par l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 (<https://aida.ineris.fr/reglementation/2712-installation-dentreposage-depollution-demontage-decoupage-vehicules-hors-dusage>).

Par ailleurs, il a été constaté lors de l'inspection que l'exploitant ne tient pas de registre des entrées et sorties des véhicules.

Des déchets résultants de l'activité de l'exploitant sont constatés en petite quantité sur le terrain extérieur. Il a de même été constaté plusieurs moteurs stockés sur des palettes en bois.



L'exploitant indique qu'il évacue ses véhicules ainsi que ses déchets chez Decons à Niort. Plusieurs certificats de destruction ont été transmis à l'inspection lors de la visite.



Enfin, des pneumatiques usagés sont entassés au sud du garage de réparation des véhicules, sur une hauteur d'environ 4 mètres et une longueur de 5 à 6 mètres. La largeur est difficilement mesurable car elle se fond dans la végétation. L'exploitant semble stocker plus de 100 m<sup>3</sup> de pneus sur son site, mais moins de 1 000 m<sup>3</sup>. L'exploitant indique avoir contacté Aliapur pour évacuer ses pneumatiques, mais précise que les délais de prise en charge seraient compris entre 6 mois et 1 an. Au-delà de 100 m<sup>3</sup>, cette activité est soumise à déclaration au titre de la rubrique n°2714 et est régie par l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 (<https://aida.ineris.fr/reglementation/2718-installation-transit-regroupement-tri-dechet-dangereux-a-lexcclusion>).



**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant ne dispose d'aucune autorisation d'activité au titre des installations classées pour la protection de l'environnement.

Ainsi, il cesse son activité dans l'attente de sa décision :

- de déposer la régularisation administrative :

- dépôt d'une demande d'enregistrement au titre de la rubrique n°2712 à la préfecture des Deux-Sèvres,
- télédéclaration au titre de la rubrique n°2714 sur le site internet : <https://entreprendre.service-public.fr/vosdroits/R42639>,

- ou de procéder à l'évacuation de tous les déchets dangereux (VHU et déchets extraits des VHU, huiles usagées, pneumatiques usagés...) et déchets non dangereux (métalliques...).

<b>Le fait d'exploiter une installation classée pour la protection de l'environnement sans autorisation constitue un délit visé par l'article L.173-1-I-3° du Code de l'environnement.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Mise en demeure, dépôt de dossier
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 2 : Agrément VHU

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 02/12/2022, article R. 543-155-7
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Situation administrative
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>Tout exploitant d'une installation de stockage, de dépollution, de démontage, de découpage ou de broyage des véhicules hors d'usage relevant du a du 1° de l'article R. 543-154, ou des cyclomoteurs à trois roues hors d'usage, doit en outre être agréé à cet effet.</p>
<b>Constats :</b>  <p>L'exploitant ne possède pas d'agrément lors de l'inspection pourtant nécessaire à l'activité de stockage, de dépollution, de démontage, de découpage ou de broyage de véhicule hors d'usage.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <p><b>L'exploitant cesse son activité dans l'attente de sa décision :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- de déposer la régularisation administrative : <ul style="list-style-type: none"> <li>• les agréments n'étant plus délivrés par les préfetures depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2025, la seule possibilité de régularisation administrative est de déposer une demande d'enregistrement et, le cas échéant, des télédéclarations relatives aux activités présentes sur site (voir le point précédent),</li> </ul> </li> <li>- ou de procéder à l'évacuation de tous les déchets dangereux (VHU et déchets extraits des VHU (huiles usagées, pneumatiques usagés...) et déchets non dangereux (métalliques...) conformément au projet d'arrêté préfectoral portant mise en demeure.</li> </ul> <p><b>Le fait de gérer des déchets au sens de l'article L.541-1-1 du Code de l'environnement sans être titulaire d'un agrément constitue un délit (article L.541-46 du Code de l'environnement).</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Mise en demeure, dépôt de dossier
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois